

## CONCOURS DE RECRUTEMENT DES ENSEIGNANTS

# Benghebrit promet des poursuites judiciaires contre les fraudeurs

**Le concours de recrutement des enseignants a compté près d'un million de candidats. Il a également fait l'objet de quelques fraudes via les technologies de l'information (3G). Des infractions pour lesquelles la ministre de l'Education nationale a assuré des poursuites judiciaires contre les impliqués.**

**Naouel Boukir - Alger (Le Soir)** - Nouria Benghebrit a affirmé la réception de 971 964 candidats dont 35 881 enseignants contractuels, samedi, pour le concours de recrutement de 28 000 enseignants. Se disant optimiste par la participation de cette dernière catégorie et du «bon déroulement globalement de cet examen». Débutant à huit heures du matin pour prendre fin à 19 heures, elle a signalé «qu'aucun retard n'a été toléré lors des épreuves».

Par ailleurs, Benghebrit a confirmé l'enregistrement de tentatives de fraude suite à la distribution des sujets d'examen, par l'utilisation de l'internet mobile (3G). La ministre a été catégo-

rique à ce propos : «Toute personne confondue de perturbation du concours, que ce soit par la publication des sujets d'examen sur les réseaux sociaux ou en tentant d'obtenir des réponses sera, inévitablement, soumise à une enquête». Ceci, en rappelant que la même procédure a été, précédemment, engagée pour le baccalauréat. Evidemment, un système de traçabilité fiable existe, aujourd'hui, sur les réseaux sociaux de manière à permettre «l'identification exacte des fraudeurs», a-t-elle averti.

Tout en précisant que ce ne sont pas seulement les candidats qui seront concernés par cette enquête, mais certainement l'ensemble des impliqués.



Benghebrit assure que les plus sévères sanctions seront appliquées.

Effectivement, vendredi, soit un jour avant le concours, un certain nombre de sujets ont été publiés sur Internet et le réseau social Facebook notamment. «Vérification faite, il s'agissait de faux sujets. C'est ce que certaines personnes ont fait l'année dernière lors de l'examen du baccalauréat. L'objectif étant la déstabilisation», a-t-elle affirmé.

Néanmoins, actuellement, rien ne permet «de dire que ce ne sont pas des tentatives isolées». Certains groupes et pages, sur le même réseau social, ont été très actifs dans la publication et le partage «des présumés sujets» faisant ainsi le relais sur la Toile.

Si semer la zizanie est ce qui a été recherché, Benghebrit avertit qu'il n'y aura aucune tolé-

rance vis-à-vis de ces actes préjudiciables qui «portent atteinte à la crédibilité du concours ou à l'éducation algérienne». Attestant «qu'il n'est nullement question que la confiance des candidats intègres soit déstabilisée ou que leur volonté de réussir soit entravée par les fraudeurs».

Rajoutant, que «leurs chances de succès seront préservées en toute impartialité». Cela dit, la ministre a assuré, qu'après investigation, «les plus sévères des sanctions seront appliquées aux fraudeurs, outre la radiation, l'emprisonnement n'est pas à écarter». Au-delà de «l'exemplarité» dont le futur enseignant doit faire preuve et qui est remise en cause par ce type d'actes dévalorisants, il en va de l'image et du sens moral de la profession à protéger, ce sur quoi Benghebrit dit être tout à fait intransigeante et impitoyable. **N. B.**

## CODE DU TRAVAIL

## Mohamed El Ghazi dévoile les principaux axes de l'avant-projet

**Le futur code du travail, qui se veut en phase de concertation avec les partenaires sociaux (UGTA et patronat), répond aux besoins et aux exigences du nouvel ordre économique mondial, estime le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale. Un code qui vient actualiser les textes déjà existants pour son amélioration selon le contexte, mais qui se propose aussi de garantir les meilleures conditions de l'exercice du travail et de préserver de plus en plus le droit du travailleur aux loisirs.**

**Younès Djama - Alger (Le Soir)** - Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mohamed El Ghazi, a dévoilé, samedi, dans une interview accordée à l'APS, les principaux axes de l'avant-projet du code du travail. Les innovations essentielles introduites dans le projet sont, à titre d'exemple: des mesures contre le harcèlement sexuel, le renforcement de la protection des enfants et des handicapés, la lutte contre le travail illégal, l'institutionnalisation du dialogue social sous la forme bipartite et tripartite, et l'interdiction de fumer sur les lieux de travail, a annoncé le ministre précisant que le texte prévoit aussi la révision du service minimum et l'encadrement de la médiation, le renforcement des mécanismes de traitement des données sur la situation de l'emploi, et la définition des notions d'unions, fédérations et confédérations.

Et Mohamed El Ghazi de rappeler que le projet (de code du travail) a été transmis aux partenaires économiques et sociaux, aux associations à caractère professionnel, les ministères de l'Education nationale et de la Santé, de la

Population et de la Réforme hospitalière et à la Direction générale de la Fonction publique et de la réforme administrative le 17 juillet 2014 à l'effet de recueillir leurs avis et observations. De plus, un comité tripartite a été installé par le ministère en date du 5 août 2014 en vue d'étudier les propositions de chaque partie afin de parvenir à un projet consensuel qui sera soumis au gouvernement. Malgré la conjoncture économique internationale difficile engendrée par la baisse drastique du prix du baril de pétrole, El Ghazi invite les travailleurs algériens à ne pas s'inquiéter dans la mesure où l'Etat poursuit la mise en œuvre des programmes de développement économique et social et «veille à la préservation des acquis des travailleurs en leur assurant un standard de vie dans la dignité et le bien-être». Aussi, selon Mohamed El Ghazi, l'Etat, à travers la redéfinition du contenu du salaire national minimum garanti (SNMG), lance un message fort en direction des travailleurs, notamment les basses catégories socioprofessionnelles, «dans le but de consolider leur pouvoir d'achat en leur

assurant un minimum vital». De plus, le soutien de l'Etat aux prix des produits de première nécessité entre également dans le cadre de la politique visant la cohésion sociale des différentes franges de la société.

S'agissant de la tripartite, il importe de souligner, d'après le ministre du Travail, que le dialogue et la concertation sociale «demeurent l'espace privilégié pour le gouvernement d'examiner les questions d'ordre économique et social avec les partenaires économiques et sociaux le plus représentatifs à l'échelle nationale». A cet effet, El Ghazi a relevé que les questions devant être inscrites à l'ordre du jour de la prochaine tripartite sont du domaine de la concertation et «ne peuvent être fixées qu'après échange de points de vue, tenant compte de la pertinence des questions soulevées et leur impact sur les programmes de développement économique et social».

A l'occasion de la Journée internationale du travail, le ministre du Travail a annoncé que dans le cadre de la promotion de la santé et la sécurité des travailleurs, son département ministériel procédera, dans les prochains jours, à l'installation du Conseil national d'hygiène, de sécurité et de médecine du travail et de la Commission des maladies professionnelles. Ces organes, dit-il, ont un rôle prépondérant dans la définition des éléments de la politique nationale en matière de prévention des risques professionnels.

En matière de protection sociale, El Ghazi se félicite que

les pouvoirs publics aient mis en place une politique de développement social «généreuse», (qui) a permis l'édification d'un système de sécurité sociale «large et performant» en ce sens que la totalité des risques cités par l'OIT sont couverts. «Ce contexte global a favorisé la prise en charge d'une partie importante des besoins sociaux et a entraîné progressivement une amélioration sensible de la couverture sociale des citoyens», a indiqué le ministre qui ajoute que le système national de sécurité sociale, basé sur le principe de solidarité intra et intergénérationnelle, constitue «le maillon le plus important de la protection sociale, et assure une couverture sociale de plus de 12 millions d'assurés sociaux, auxquels s'ajoutent leurs ayants droit, ce qui représente une couverture de plus de 85% de la population algérienne (soit plus de 38 millions bénéficiaires)».

Dans ce cadre, il a tenu à souligner que les actions engagées par le secteur visent essentiellement la consolidation des acquis sociaux à travers : l'extension du champ de couverture de la sécurité sociale à toutes les franges de la société, l'amélioration de la qualité des prestations grâce à la modernisation de la gestion des organismes de sécurité sociale et à l'humanisation de leurs relations avec les assurés sociaux et la pérennisation du système national de sécurité sociale, à travers la préservation de ses équilibres financiers.

**Y. D.**

## RATISSAGE DE L'ANP À SKIKDA Quatre terroristes abattus en quarante-huit heures

Même si l'impression qui se dégage, depuis un certain temps, pourrait faire croire que l'essentiel de l'attention de l'ANP est focalisé sur le sud-est du pays, notamment depuis la fin de l'année dernière, comme l'illustre parfaitement l'impressionnant bilan de ces derniers mois, il n'en demeure pas moins que les faits démontrent que les militaires ne sont pas près de desserrer l'étreinte sur les groupuscules disséminés dans des régions du nord du pays, entre Jijel et Skikda sur le littoral-est et la wilaya de Aïn-Defla à l'ouest en passant par les wilayas de Tizi-Ouzou, Bouira et Boumerdès au centre, où la chronique sécuritaire quasi quotidiennement alimentée par des communiqués du MDN n'en finit pas de faire état d'opérations comme cela a été le cas ces dernières soixante-douze heures.

Ainsi, un ratissage déclenché par un détachement de l'ANP relevant de la 5<sup>e</sup> RM, dans l'après-midi de vendredi près de la localité de Kerkera, dans la wilaya de Skikda, a permis la mise hors d'état de nuire de trois terroristes et la récupération de leurs armes, des kalachnikovs, ainsi que des munitions, un canon et une mine de fabrication artisanale.

La même opération s'est poursuivie samedi avec, au bout, l'élimination d'un quatrième terroriste, alors qu'à Boumerdès, des détachements de l'ANP ont découvert puis détruit cinq abris et une bombe artisanale. Au sud du pays, par contre, une cache d'armes a été découverte, vendredi, dans la région de Djanet, où une kalachnikov et des munitions ont été retrouvées.

**A. M.**